



**Audit – Bureau de Paris**  
16 rue de Monceau

75008 PARIS

T : +33 (0)1 47 27 70 43

[www.bakertilly.fr](http://www.bakertilly.fr)

**ASSOCIATION CENTRE D'ETUDES ET DE FORMATION  
DES SALARIES DE L'AGROALIMENTAIRE - C.E.F.A.**

Association régie par la Loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901

Siège social : 47-49 avenue Simon Bolívar  
75950 PARIS Cedex 19

---

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2025

EXPERTISE - AUDIT - CONSEIL

SAS Baker Tilly STREGO exerçant sous le nom commercial de Baker Tilly est membre du réseau mondial Baker Tilly International Ltd., dont les membres sont des entités juridiques séparées et indépendantes.

Siège social : 4 rue Papiou de la Verrie – BP 70948 – 49009 Angers Cedex 01 – R.C.S Angers 063 200 885. Société inscrite à l'ordre des Experts-Comptables de la Région Pays de Loire et à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes Ouest Atlantique.



---

**ASSOCIATION CENTRE D'ETUDES ET DE FORMATION DES  
SALARIES DE L'AGROALIMENTAIRE – C.E.F.A.**

Association régie par la Loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901  
Siège social : 47/49 avenue Simon Bolivar  
75950 PARIS Cedex 19

---

**Rapport du commissaire aux comptes  
sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2025

Aux Membres de l'Assemblée Générale de l'**Association Centre d'Etudes et de Formation  
des salariés de l'Agroalimentaire C.E.F.A.**

**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association CENTRE D'ETUDES ET DE FORMATION DES SALARIES DE L'AGROALIMENTAIRE – C.E.F.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

**Fondement de l'opinion*****Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

**Observation**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06 exposées dans l'annexe des comptes annuels.

## **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.


En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris le 15 juin 2026

Le Commissaire aux Comptes  
Baker Tilly STREGO

*Cyrille BAUD*

✓ Certifié par  you sign

Cyrille BAUD

## Bilan actif du CEFA 2025

BILAN ACTIF	Exercice 2025			Exercice 2024
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
Frais d'établissement (I)				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires				
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
<b>Total II</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	122 498 €	31 765 €	90 733 €	139 280 €
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	98 626 €		98 626 €	63 803 €
Créances CFDT	15 097 €	12 300 €	2 797 €	23 717 €
Charges constatées d'avance	1 634 €		1 634 €	2 754 €
<b>Valeurs mobilières de placement</b>	<b>27 543 €</b>		<b>27 543 €</b>	<b>27 178 €</b>
Instruments financiers à terme et jetons détenus				
Disponibilités	1 279 313 €		1 279 313 €	1 259 562 €
<b>Total III</b>	<b>1 544 710 €</b>	<b>44 065 €</b>	<b>1 500 645 €</b>	<b>1 516 294 €</b>
Frais d'émission des emprunts (IV)				
Primes de remboursement des emprunts (V)				
Ecarts de conversion et différences d'évaluation Actif (VI)				
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V+VI)</b>	<b>1 544 710 €</b>	<b>44 065 €</b>	<b>1 500 645 €</b>	<b>1 516 294 €</b>

## Bilan passif du CEFA 2025

	Exercice 2025	Exercice 2024
<b>BILAN PASSIF</b>		
<b>FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS</b>		
<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>		
Fonds propres statutaires	1 335 860 €	995 413 €
Fonds propres complémentaires		
<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation		
<b>Réserves</b>		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau		
<b>Excédent ou déficit de l'exercice</b>	-83 586 €	340 447 €
<b>Situation nette (sous total)</b>	<b>1 252 274 €</b>	<b>1 335 860 €</b>
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
<b>Total I</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>
<b>Fonds reportés et dédiés</b>		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
<b>Total II</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>
<b>Provisions</b>		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	19 871 €	33 746 €
<b>Total III</b>	<b>19 871 €</b>	<b>33 746 €</b>
<b>Dettes</b>		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Instruments financiers à terme		
Dettes Fournisseurs et comptes rattachés	46 844 €	22 478 €
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	130 652 €	116 877 €
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	5 393 €	7 214 €
Dettes sphère CFDT	45 612 €	119 €
Produits constatés d'avance		
<b>Total IV</b>	<b>228 500 €</b>	<b>146 688 €</b>
Ecart de conversion et différences d'évaluation Passif (V)		
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)</b>	<b>1 500 645 €</b>	<b>1 516 294 €</b>

## Compte de résultat

	Exercice 2025	Exercice 2024
<b>COMPTE DE RESULTAT CEFA</b>		
<b>Produits d'exploitation</b>		
Cotisations		
<b>Ventes de biens et services</b>		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	1 383 664 €	1 608 851 €
dont parrainages		
<b>Produits de tiers financeurs</b>		
Concours publics et subventions d'exploitation		
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières	20 958 €	20 858 €
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	36 490 €	9 284 €
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	1 254 €	2 208 €
<b>TOTAL I - PRODUITS D'EXPLOITATION</b>	<b>1 442 366 €</b>	<b>1 641 202 €</b>
<b>Charges d'exploitation</b>		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	937 935	830 793
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	20 607 €	12 084 €
Salaires	359 440 €	301 258 €
Cotisations sociales	171 428 €	142 573 €
Dotations aux amortissements et aux dépréciations		
Dotations aux provisions	44 864 €	22 393 €
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	610 €	1 388 €
<b>TOTAL II - CHARGES D'EXPLOITATION</b>	<b>1 534 884 €</b>	<b>1 310 489 €</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>	<b>-92 518 €</b>	<b>330 713 €</b>

COMPTE DE RESULTAT CEFA	Exercice 2025	Exercice 2024
<b>Produits financiers</b>		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	11 167 €	12 018 €
Reprises sur dépréciations et provisions		
Différences positives de change		
Produits des immobilisations financières cédées		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
<b>TOTAL III - PRODUITS FINANCIERS</b>	<b>11 167 €</b>	<b>12 018 €</b>
<b>Charges financières</b>		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilés		
Différences négatives de change		
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
<b>TOTAL IV - CHARGES FINANCIERES</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>
<b>RESULTAT FINANCIER (III - IV)</b>	<b>11 167 €</b>	<b>12 018 €</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS</b>		
<b>Produits exceptionnels</b>		
Produits Produits	0 €	0 €
<b>TOTAL V - PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>
<b>Charges exceptionnelles</b>		
Charges exceptionnelles		0 €
<b>TOTAL VI - CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	2 235 €	2 284 €
<b>TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)</b>	<b>1 453 533 €</b>	<b>1 653 220 €</b>
<b>TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII+VIII)</b>	<b>1 537 119 €</b>	<b>1 312 773 €</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>-83 586 €</b>	<b>340 447 €</b>
<b>Contributions volontaires en nature</b>		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
<b>TOTAL</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>
<b>Charges des contributions volontaires en nature</b>		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
<b>TOTAL</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>



# ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX 2025

## SOMMAIRE

<b>1</b>	<b>INFORMATIONS RELATIVES A L'ASSOCIATION ET FAITS CARACTERISTIQUES .</b>	<b>7</b>
1.1	Objet social, activités et moyens mis en œuvre .....	7
1.2	Les principaux faits marquants de l'exercice .....	8
1.3	Événements postérieurs à la clôture .....	8
<b>2</b>	<b>PRINCIPES, REGLES ET METHODES D'ÉVALUATION.....</b>	<b>8</b>
2.1	Généralités .....	8
2.2	Changement de méthode comptable.....	8
2.3	Amortissements et immobilisations .....	8
2.4	Stocks et travaux en cours .....	9
2.5	Usagers et comptes rattachés .....	9
2.6	Autres créances .....	9
2.7	Valeurs mobilières de placement.....	9
2.8	Fait générateur pour l'enregistrement des produits.....	10
2.9	Fonds propres et réserves.....	10
2.10	Fonds dédiés.....	10
2.11	Emprunts.....	11
2.12	Allocation de départ en retraite.....	11
2.13	Prime 25 ans d'ancienneté .....	11
<b>3</b>	<b>NOTES SUR LE BILAN .....</b>	<b>12</b>
	DETAIL DES COMPTES DE L'ACTIF.....	12
3.1	Tableau de variation de la valeur brute de l'actif immobilisé et des amortissements .....	12
3.2	Usagers et comptes rattachés .....	12
3.3	Autres créances .....	12
3.4	Valeurs mobilières de placement.....	13
3.5	Disponibilités .....	13
3.6	Charges constatées d'avance .....	13
	DETAIL DES COMPTES DU PASSIF.....	14
3.7	Fonds propres .....	14
3.8	Fonds dédiés.....	14
3.9	Provisions pour risques et charges.....	14
3.10	Dettes fournisseurs, dettes fiscales et sociales et charges à payer .....	15
3.11	Produits constatés d'avance.....	16
<b>4</b>	<b>NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT .....</b>	<b>17</b>
4.1	Produits/charges et résultat d'exploitation .....	17
4.2	Produits financiers et charges financières .....	17
4.3	Produits exceptionnels et charges exceptionnelles .....	17
4.4	Impôt sur les sociétés.....	18
4.5	Informations relatives aux contributions volontaires en nature.....	18
<b>5</b>	<b>AUTRES INFORMATIONS .....</b>	<b>19</b>
5.1	Effectif au 31 décembre 2025.....	19
5.2	Engagements hors bilan donnés .....	19
5.3	Engagements hors bilan reçus .....	19
5.4	Parties liées entre CFDT AGRI AGRO et CEFA.....	19
5.5	Compte épargne temps.....	19
5.6	Rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature.....	19
5.7	Honoraires des commissaires aux comptes .....	20

# 1 INFORMATIONS RELATIVES A L'ASSOCIATION ET FAITS CARACTERISTIQUES

## 1.1 Objet social, activités et moyens mis en œuvre

### 1.1.1- Objet social

L'association est régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, dénommée : « Centre d'Etudes et de Formation des salariés de l'Agroalimentaire » – CEFA.

### 1.1.2- Activités

L'association CEFA a pour objet de :

- Favoriser et mettre en œuvre la politique de formation déterminée par la Fédération Générale de l'Agroalimentaire CFDT à l'attention :
  - ✓ des responsables syndicaux, salariés ou retraités,
  - ✓ des adhérents CFDT,
  - ✓ de salariés ;
- Favoriser et mettre en œuvre la formation des représentants des salariés détenant des mandats dans le secteur agricole, agroalimentaire et artisanal, notamment : élus de CSE, Comité de groupe, Comité d'entreprise européen, et similaires de la Fonction Publique ;
- Favoriser et mettre en œuvre la formation des représentants des salariés, élus ou désignés, siégeant dans les diverses instances du secteur agricole, agro-alimentaire et artisanal conseils d'administration, commissions et instances diverses ;
- Construire, animer et diffuser toutes actions contribuant à la mise en œuvre de la politique de formation des acteurs sociaux ;
- Apporter assistance-conseil et expertises aux élus CSE, CHSCT, aux syndicats et sections syndicales du champ de la CFDT AGRI AGRO ; mener des études socio-économiques ;
- Construire et réaliser toutes études contribuant à la politique de la CFDT AGRI AGRO ;
- Réaliser les expertises auprès des CHSCT.

### 1.1.3- Moyens mis en œuvre

#### Moyens humains

Le CEFA est composé de formateurs salariés, d'ergonomes pour les expertises et d'une assistante de formation, à savoir : 6,83 équivalents temps plein au 31/12/2025.

Le CEFA a également renforcé le poste d'assistante de formation par une alternante.

Sur 2025, le CEFA a fait appel également à 1 formateur extérieur (Convention de mise à disposition en jours).

#### Moyens financiers

Les revenus financiers du CEFA sont :

- la formation,
- l'expertise,
- les insertions publicitaires,
- d'éventuels frais d'inter-structure avec la CFDT AGRI AGRO-CFDT

Le CEFA bénéficie également d'une subvention sur la formation syndicale par l'intermédiaire de la CFDT AGRI AGRO-CFDT.

## **1.2 Les principaux faits marquants de l'exercice**

### **Événements majeurs**

Cette année, le taux de remplissage des formations a légèrement diminué (- 5%) par rapport à 2024.

## **1.3 Événements postérieurs à la clôture**

Aucun événement important, pouvant avoir une incidence sur les comptes qui vous sont présentés, n'est intervenu entre la date de clôture de l'exercice et la date de l'établissement de l'annexe aux comptes sociaux.

# **2 PRINCIPES, REGLES ET MÉTHODES D'ÉVALUATION**

## **2.1 Généralités**

Les comptes annuels du CEFA sont établis conformément aux dispositions résultant des règlements ANC n° 2014-03 ayant valeur de plan comptable général, modifié par les règlements ANC n° 2015-06 du 23/11/2015, ANC 2023-03 du 7 juillet 2023 et du règlement n°2018-06 du 5 décembre 2018, relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels. La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

L'ensemble des tableaux est présenté en euros sauf mention contraire.

## **2.2 Changement de méthode comptable**

Les comptes annuels ont été établis conformément aux règles et principes comptables généralement admis en France, selon les dispositions du Plan comptable général (Règlement ANC 2014-03 du 5 juin 2014 modifié par le règlement ANC 2022-06 du 4 novembre 2022), ainsi que du règlement ANC 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif (modifié par l'article 5 du règlement ANC 2023-03 du 7 juillet 2023). L'application de ce nouveau règlement n'a pas d'incidence significative sur la présentation des comptes annuels.

## **2.3 Amortissements et immobilisations**

Les immobilisations et dépréciations sont enregistrées conformément à la réglementation CRC 2002-10 et 2004-06.

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'association, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Aucune acquisition, ni aucune cession n'é a été enregistrée au cours de l'exercice.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

#### Amortissements des biens non décomposables

La durée d'amortissement à retenir pour les biens non décomposables est fondée sur la durée réelle d'utilisation.

Aucune acquisition, ni aucune cession n'a été enregistrée au cours de l'exercice.

#### Amortissements des biens décomposables

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilité ou de la valeur d'usage prévue.

### **2.4 Stocks et travaux en cours**

L'association ne valorise pas de stock en fin d'année. De ce fait, aucune provision pour dépréciation des stocks n'est calculée.

### **2.5 Usagers et comptes rattachés**

Les créances du CEFA sont enregistrées à leur valeur nominale. Les créances sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

### **2.6 Autres créances**

Les créances du CEFA sont enregistrées à leur valeur nominale et une dépréciation est constatée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur enregistrée au bilan.

- Subventions à recevoir

Néant

- Les autres créances

Le principal poste des autres créances correspond au client CFDT AGRI AGRO-CFDT pour 97 286 €.

### **2.7 Valeurs mobilières de placement**

Les valeurs mobilières (VMP) sont constituées de différents instruments financiers de type monétaire.

Les instruments sont enregistrés à l'actif pour leur coût d'acquisition et une dépréciation est constituée dès lors que leur valeur de marché à la clôture de l'exercice est inférieure au coût d'acquisition.

Les plus-values latentes ne font pas l'objet d'une comptabilisation conformément au principe de prudence, mais sont comptabilisées au moment de leur réalisation.

## **2.8 Fait générateur pour l'enregistrement des produits**

Les factures sont émises en amont lors de la génération de la convention de formation via le logiciel de formation (Gescof).

Les factures émises au titre des insertions publicitaires et d'éventuels frais d'inter-structure avec la CFDT AGRI AGRO-CFDT sont, quant à elles, générées par le logiciel Gescom.

## **2.9 Fonds propres et réserves**

Les fonds propres sont affectés à l'activité de l'association. Ils ne peuvent être repris ni par les membres, ni par les apporteurs. Ils sont constitués par le cumul des excédents et déficits des exercices antérieurs.

## **2.10 Fonds dédiés**

Le solde au bilan de la rubrique fonds dédiés correspond, à la clôture de l'exercice, à la partie des ressources versées par les tiers financeurs et qui n'a pas encore été utilisée. Aucun fond dédié n'est enregistré sur cet exercice 2025.

## **2.11 Emprunts**

Les emprunts auprès des établissements de crédit sont comptabilisés au passif du bilan lors de leur contraction. Chaque année, selon l'échéancier de remboursement des emprunts, le montant de l'emprunt est diminué de la valeur du capital remboursé. Les intérêts inhérents à cet emprunt sont comptabilisés en charges financières.  
Aucun emprunt n'est enregistré sur cet exercice 2025.

## **2.12 Allocation de départ en retraite**

La provision pour départ à la retraite est calculée conformément à l'accord collectif de travail du personnel du 19 septembre 2017 qui prévoit qu'une indemnité pour départ à la retraite est allouée à chaque salarié à l'issue de sa période de travail lorsqu'il fait valoir ses droits à la retraite.

Cette indemnité est estimée et calculée de la même manière à la fin de chaque exercice. L'âge de départ à la retraite est supposé être de 67 ans.

La probabilité de départ à la retraite des salariés est établie en fonction de l'ancienneté du personnel et si présence dans l'entreprise à la date de départ en retraite.

7 salariés sont concernés par cette provision.

## **2.13 Prime 25 ans d'ancienneté**

Conformément à l'accord collectif de travail du personnel du 19 septembre 2017, tout salarié ayant 25 ans d'ancienneté au sein du CEFA peut bénéficier d'une prime exceptionnelle égale à un mois de salaire.

Le CEFA a constitué une provision pour « prime 25 ans d'ancienneté » à la clôture de l'exercice 2025.

Le calcul est effectué en tenant compte à la clôture de l'exercice de l'ancienneté projeté du salarié.

2 salariés sont concernés par cette provision.

### 3 NOTES SUR LE BILAN

#### DETAIL DES COMPTES DE L'ACTIF

##### 3.1 Tableau de variation de la valeur brute de l'actif immobilisé et des amortissements

L'Association ne dispose d'aucun actif immobilisé.

##### 3.2 Usagers et comptes rattachés

Le total des créances « usagers et comptes rattachés » à la clôture de l'exercice s'élève à 122 498 €.

Créances CEFA	Montant brut total	Échéances à moins d'un an	Échéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé			
Prêts			
Créances usagers et comptes rattachés	122 498 €	122 498 €	
Créances de l'actif circulant			
Autres créances (CFDT)			
Créances			
<b>Total</b>	<b>122 498 €</b>	<b>122 498 €</b>	

DEPRECIATIONS CEFA	DEBUT EXERCICE 01/01/2025	AUGMENTATIONS DOTATIONS	DIMINUTIONS REPRISES	FIN EXERCICE 31/12/2025
Sur créances usagers	13 871 €	31 765 €	13 871 €	31 765 €
<b>Total dépréciations</b>	<b>13 871 €</b>	<b>31 765 €</b>	<b>13 871 €</b>	<b>31 765 €</b>

##### 3.3 Autres créances

Les autres créances se composent des contributions financières à recevoir et d'autres créances.

- Subventions et contributions financières à recevoir

Néant

- Autres créances

Le total des autres créances à la clôture de l'exercice s'élève à 97 286 €.

CREANCES	Montant brut total	Échéances à moins d'un an	Échéances à plus d'un an
Autres Créances	97 286 €	97 286 €	-
<b>Total</b>	<b>97 286 €</b>	<b>97 286 €</b>	-

Le total des autres créances CFDT à la clôture de l'exercice s'élève à 15 097 €.

CREANCES CFDT	Montant brut total	Échéances à moins d'un an	Échéances à plus d'un an
Créances CFDT	15 097 €	15 097 €	-
<b>Total</b>	<b>15 097 €</b>	<b>15 097 €</b>	-

L'essentiel de ces autres créances est composé de produits d'exploitation à recevoir liés à la formation.

L'échéance de ces autres créances est de moins d'un an.

DEPRECIATIONS CEFA	DEBUT EXERCICE 01/01/2025	AUGMENTATIONS DOTATIONS	DIMINUTIONS REPRISES	FIN EXERCICE 31/12/2025
Sur autres créances	-	-	-	-
Autres dépréciations Cpte Sphère syndicale CFDT	7 944 €	12 300 €	7 944 €	12 300 €
<b>Total dépréciations</b>	<b>7 944 €</b>	<b>12 300 €</b>	<b>7 944 €</b>	<b>12 300 €</b>

### 3.4 Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur valeur d'achat. Les mouvements à fin 2025 sur les valeurs mobilières de placement ont été évalués au coût d'acquisition pondéré pour les cessions et au coût d'achat pour les acquisitions.

Les plus-values latentes ne font pas l'objet d'une comptabilisation conformément au principe de prudence.

Valeurs mobilières de placement	2025	2024
ARIAL Assurances (CET)	27 543 €	27 178 €
<b>Total</b>	<b>27 543 €</b>	<b>27 178 €</b>

### 3.5 Disponibilités

Les disponibilités se ventilent comme suit au 31 décembre 2025 :

- d'un compte courant pour 415 620 € (506 672 € en 2024)
- d'un livret A Associations pour 87 762 € (85 908 € en 2024)
- d'un livret CSL Associations pour 775 920 € (666 972 € en 2024)

soit un total de 1 279 313 € (1 259 562 € en 2024).

### 3.6 Charges constatées d'avance

Une charge constatée d'avance est enregistrée sur l'exercice 2025 pour 1 634 €.



## DETAIL DES COMPTES DU PASSIF

### 3.7 Fonds propres

Les fonds propres se répartissent comme ci-dessous au 31 décembre 2025 :

Fonds propres	2025
Autres Fonds propres statutaires sans droit de reprise	1 335 860 €
Réserves pour projet de l'entité	0 €
Déficit de l'exercice	-83 586 €
<b>TOTAL</b>	<b>1 252 274 €</b>

L'évolution des « fonds propres statutaires sans droit de reprise » est constituée de l'excédent de l'exercice 2024, soit de 340 447€.

Variation des fonds propres	2024	2025	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture de l'exercice
	à l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat 2025			
Fonds propres sans droit de reprise	995 413 €	340 447 €	-	-	1 335 860 €
Fonds propres avec droit de reprise	-	-	-	-	-
Ecart de réévaluation	-	-	-	-	-
Réserves	-	-	-	-	-
Report à nouveau	-	-	-	-	-
Excédent ou déficit de l'exercice	340 447 €	-340 447 €	-	-83 586 €	-83 586 €
Situation nette	-	-	-	-	-
Fonds propres consommables	-	-	-	-	-
Subventions d'investissement	-	-	-	-	-
Provisions réglementées	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>1 335 860 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>-83 586 €</b>	<b>1 252 274 €</b>

### 3.8 Fonds dédiés

Le CEFA ne comptabilise aucun fond dédié.

### 3.9 Provisions pour risques et charges

PROVISIONS	Montant à fin 2024	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Montant à fin 2025
Provisions pour risques et charges				
- Provisions pour départ à la retraite et prime 25 ans d'ancienneté	33 746 €	119 €	13 995 €	19 871 €
- Provisions pour risques	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>33 746 €</b>	<b>119 €</b>	<b>13 995 €</b>	<b>19 871 €</b>

La provision pour départ à la retraite s'élève à 18 725 € et la provision pour prime 25 ans d'ancienneté s'élève à 1 146 € à fin décembre 2025.

### 3.10 Dettes fournisseurs, dettes fiscales et sociales et charges à payer

La synthèse des dettes fournisseurs, dettes sociales et fiscales ainsi que les autres dettes en fin d'exercice, se présente comme suit :

#### Synthèse :

<b>Dettes CEFA</b>	<b>Montant brut total</b>	<b>Échéances moins d'1 an</b>	<b>Échéances plus d'1 an</b>
Emprunt et dettes auprès d'établissements de crédit	-	-	-
Emprunt et dettes financières divers	-	-	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	46 844 €	46 844 €	-
Dettes fiscales et sociales	130 652 €	130 652 €	-
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	-	-
Autres dettes	5 393 €	5 393 €	-
<b>Total</b>	<b>182 888 €</b>	<b>182 888 €</b>	<b>0 €</b>

Toutes les dettes sont à moins d'un an.

#### Détail :

- Les dettes fournisseurs et comptes rattachés

<b>Dettes fournisseurs CEFA</b>	<b>2025</b>	<b>2024</b>
Fournisseurs collectifs	38 162 €	15 129 €
Fournisseurs factures non parvenues	8 682 €	7 349 €
<b>Total</b>	<b>46 844 €</b>	<b>22 478 €</b>

Les factures non parvenues concernent des factures du mois de décembre non encore reçues, à savoir : le Trésor Public (Taxe d'habitation locaux) et le Cabinet Bakertilly (Audit de comptes 2025)

- Les dettes fiscales et sociales se répartissent comme suit

<b>Dettes auprès des organismes</b>	<b>2025</b>	<b>2024</b>
Provision congés payés	35 149 €	34 933 €
Provision CET	16 760 €	25 171 €
Autres charges de personnel à payer	2 363 €	2 004 €
Charges sociale sur provision CP	19 412 €	19 006 €
Charges sociales sur provision CET	9 571 €	14 268 €
Autres charges sociales à payer	1 302 €	1 063 €
Impôt sur les bénéfices	2 235 €	2 284 €
MSA IDF	20 137 €	11 143 €
AGRICOLA	2 820 €	395 €
AG2R MUTUELLE	4 092 €	2 815 €
ETAT - Prélèvement à la source	2 068 €	1 474 €
Trésor public - TVA à payer	0 €	0 €
Trésor public - TVA collectée	1 400 €	700 €
Trésor public - Taxe sur les salaires	9 661 €	102 €
Trésor public - Taxe habitation appart	3 681 €	1 520 €
<b>Total</b>	<b>130 652 €</b>	<b>116 877 €</b>

➤ Les autres dettes

<b>Autres dettes</b>	<b>2025</b>	<b>2024</b>
Clients acomptes reçus	5 393 €	4 413 €
Divers charges à payer	0 €	2 801 €
<b>Total</b>	<b>5 393 €</b>	<b>7 214 €</b>

➤ Les dettes sphère CFDT

<b>Dettes sphères CFDT</b>	<b>2025</b>	<b>2024</b>
Fédération	45 612 €	0 €
UPRA CFDT BRETAGNE	0 €	30 €
MILITANTS AUTRES	0 €	89 €
<b>Total</b>	<b>45 612 €</b>	<b>119 €</b>

### 3.11 Produits constatés d'avance

Néant

## 4 NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Le résultat du CEFA s'élève à - 83 586 € au 31 décembre 2025.

Résultat CEFA Synthèse	2025	2024
Exploitation	-92 496,77 €	330 712,44 €
Financier	11 167,12 €	12 018,10 €
Exceptionnel	-21,00 €	0,00 €
Impot sur les bénéfices	-2 235,00 €	-2 284,00 €
<b>Total</b>	<b>-83 586 €</b>	<b>340 447 €</b>

### 4.1 Produits/charges et résultat d'exploitation

Les produits d'exploitation du CEFA s'élèvent à 1 442 366 €.

Les produits se répartissent principalement sur la vente de services (formations), aux sessions de branche, d'une subvention allouée par la CFDT Agri Agro.

Ressources du CEFA :

Ressources annuelles CEFA	2025	2024
Prestation formation	770 965 €	1 056 040 €
Facturation de frais annexes	54 988 €	50 431 €
Facturation des sessions de branche	548 477 €	493 992 €
Refacturation structures	2 234 €	1 388 €
Insertions publicitaires	7 000 €	7 000 €
Contributions financières (formation syndicale CFESS)	17 458 €	18 858 €
Contrat d'apprentissage	3 500 €	2 000 €
Autres produits de gestion	1 254 €	2 208 €
Reprise / prov risques et charges	14 675 €	0 €
Reprise / prov, dépréciation actif	21 815 €	6 935 €
Transfert de charges	0 €	2 349 €
<b>Total</b>	<b>1 442 366 €</b>	<b>1 641 202 €</b>

Les charges d'exploitation du CEFA s'élèvent à 1 534 863 €.

En effet, les postes les plus importants sont :

- Achats et charges externes pour 937 935 €
- Les salaires et les charges sociales pour 530 868 €

### Détail des achats et charges externes

Charges annuelles CEFA	2025	2024
Carburant	520 €	1 872 €
Charges location appartement	11 138 €	12 349 €
Fournitures Bureaux / informatiques / équipements	6 033 €	1 717 €
Matériel publicitaire	12 240 €	3 286 €
Reprographie Interne / externe	4 134 €	5 992 €
Location Bolivar / parking / archives	43 677 €	37 936 €
Location véhicules / matériels	5 633 €	-334 €
Location salle	22 869 €	33 581 €
Maintenance informatique	19 255 €	17 627 €
Assurances multirisques	1 338 €	1 338 €
Documentations	4 922 €	795 €
Colloques	0 €	0 €
Frais dossiers divers	1 997 €	0 €
Personnels détachés + autres	51 485 €	37 241 €
Personnel intérimaire	0 €	8 707 €
Animateurs extérieurs formations CEFA	7 211 €	6 699 €
Honoraires divers / formations / comptes	54 717 €	42 060 €
Cadeaux	1 050 €	0 €
Catalogues / imprimés / transport divers	4 320 €	4 278 €
Hébergements / repas / déplacements SN/SF	25 537 €	32 957 €
Hébergements / repas / déplacements SA/ST	36 917 €	30 425 €
Hébergements / repas / déplacements Autres	0 €	3 098 €
Hébergements / repas / déplacement (Domicile à Paris)	35 011 €	27 906 €
Hébergements / repas / déplacement stagiaires	571 801 €	508 396 €
Missions réceptions	4 060 €	2 455 €
Frais postaux	4 704 €	4 715 €
Portable / tél / internet	6 319 €	4 734 €
Services bancaires	732 €	741 €
Cotisations autres structures	315 €	220 €
<b>Total</b>	<b>937 935 €</b>	<b>830 793 €</b>

Le résultat d'exploitation du CEFA s'élèvent à – 92 518 €.

#### 4.2 Produits financiers et charges financières

Le résultat financier est constitué uniquement de produits financiers, c'est-à-dire des intérêts financiers au 31/12/2025 pour un montant de 11 167 €.

#### 4.3 Produits exceptionnels et charges exceptionnelles

Néant

#### 4.4 Impôt sur les sociétés

L'impôt sur les sociétés s'élève à 2 235 € et correspond aux produits financiers de l'exercice, assujettis au taux réduit de 24 %.

#### 4.5 Informations relatives aux contributions volontaires en nature

Le CEFA n'a recours à aucune forme de bénévolat ou autre contribution volontaire en nature pour le fonctionnement de sa structure.

## 5 AUTRES INFORMATIONS

### 5.1 Effectif au 31 décembre 2025

Au 31 décembre 2025, l'effectif du CEFA compte 6,83 équivalents temps plein.

Contrat	Femme	Homme	Total général en ETP
CDI	2,83	4	6,83
Détaché	0	0	0
<b>Total général</b>	<b>2,83</b>	<b>4</b>	<b>6,83</b>

Sur 2025, nous avons

- Renforcer le poste d'assistante de formation par une alternante
- Embaucher une formatrice
- fait appel également à 1 formateur extérieur (Convention de mise à disposition),

### 5.2 Engagements hors bilan donnés

L'exercice 2025 ne constate aucun engagement hors bilan donné.

### 5.3 Engagements hors bilan reçus

L'exercice 2025 ne constate aucun engagement hors bilan reçu.

### 5.4 Parties liées entre CFDT AGRI AGRO et CEFA

Le solde des échanges CEFA/CFDT AGRI AGRO se présente comme suit :

Dettes du CEFA envers la CFDT AGRI AGRO	32 716 €
Créances du CEFA vers la CFDT AGRI AGRO	4 806 €
<b>Solde de compte</b>	<b>37 522 €</b>

Mise à disposition de personnel	Charges	48 505 €
Frais de fonctionnement	Charges	173 520 €
Formation syndicale & frais induits	Produits	329 928 €

Les flux liés aux sessions de branche (UPF Services, UPF Production Agricole et UPF Transformation) représentent la somme de 548 477 € en produits au même titre que les charges.

### 5.5 Compte épargne temps

Nbre de jours au 31/12/2025	Nbre de salariés concernés	Coût total
157	4	43 377 €

Le compte ARIAL Assurance est le support sur lequel est versé la trésorerie correspondante à ce CET.

### 5.6 Rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi

**que leurs avantages en nature**

Il est précisé que les membres du conseil d'administration du CEFA ne sont pas rémunérés par l'association du CEFA.

Les cadres dirigeants bénévoles et salariés sont à la charge de la CFDT AGRI AGRO-CFDT et ne sont pas à la charge de l'association du CEFA.

#### **5.7 Honoraires des commissaires aux comptes**

Conformément au décret n°2008-1487 du 30 décembre 2008, il est précisé que le montant des honoraires du commissaire aux comptes relatifs au contrôle légal des comptes de l'exercice 2025 ressort à 5 851 € HT.



